

513.1 (URSS)

Washington, le 23 janvier 1992

Résultats de la Conférence de coordination sur l'assistance aux pays nouvellement indépendants, Washington, 22 et 23 janvier 1992.

La Conférence de coordination sur l'assistance aux pays nouvellement indépendants que sont les anciennes Républiques de l'URSS, s'est réunie, à l'invitation des Etats-Unis, les 22 et 23 janvier 1992 à Washington.

Quarante-sept pays et sept organisations internationales ont participé à ses travaux qui se sont déroulés au sein d'une plénière et de cinq groupes de travail consacrés aux thèmes suivants : alimentation, assistance médicale, logement, énergie et assistance technique. Sur la base de papiers préparés à l'avance, sous la responsabilité des co-présidents des groupes de travail, les cinq groupes se sont efforcés d'établir la synthèse des actions entreprises jusqu'ici par les pays donateurs, de déterminer, dans la mesure du possible, les besoins auxquels il s'agit de faire face, de définir un plan d'action pour chaque domaine et de décider des suites qu'il conviendra de donner à la conférence de Washington.

La délégation suisse était conduite par l'Ambassadeur Jenö Staehelin et comprenait des représentants de l'OFAEE, de la Section de l'aide humanitaire du DFAE ainsi que des représentants de l'Ambassade de Suisse à Washington.

La conférence a été ouverte par le Président Bush qui a invité la communauté internationale à se montrer aussi déterminée à aider la CEI à construire une société fondée sur la démocratie et le libre marché qu'elle ne l'a été pour combattre le communisme.

Les participants ont été unanimes à reconnaître qu'ils avaient à faire face à un défi gigantesque, qui touche 300 millions d'êtres humains et le sixième des terres émergées, et que seule une approche globale pouvait permettre d'y répondre. D'où le parti pris des Américains d'inviter des Etats de toutes les parties du monde (Asie, Amérique latine, Moyen-Orient) à côté des pays de l'Europe de l'est et de l'ouest. La réponse au défi ne peut venir ni d'un pays ni d'un groupe de pays, mais de l'ensemble de la communauté internationale.

La conférence s'est déroulée dans un climat détendu et constructif. Contrairement aux craintes de la veille, les rivalités entre les Etats-Unis et la Communauté européenne ne sont pas venues troubler l'atmosphère de travail. La conférence est ainsi parvenue à une série de résultats concrets, qui constituent un excellent fondement pour la poursuite et l'intensification, sur une base plus concertée et coordonnée, de l'action déjà entreprise par les différents Etats participants.



Tout le monde a été d'accord sur le fait que la rencontre de Washington ne saurait constituer qu'un premier pas qui devra être rapidement suivi par d'autres. Il s'agit, en effet, d'une première tentative de déterminer, à travers l'échange d'informations auquel on a procédé, les besoins des Républiques nouvellement indépendantes. Ceux-ci devront être périodiquement réexaminés et réadaptés en fonction des progrès réalisés. A cet effet, la tenue d'une prochaine conférence a d'ores et déjà été décidée: elle aura lieu au début du mois de mai à Lisbonne sur invitation du Portugal.

Les participants sont tombés d'accord pour considérer que les Républiques devaient être associées dès maintenant au processus et participer à la prochaine réunion de Lisbonne. Un premier contact entre les gouvernements des Républiques et les coordinateurs des groupes de travail aura lieu à Minsk la semaine prochaine.

Tous les participants ont insisté sur la nécessité d'éviter la création de nouvelles bureaucraties et d'utiliser, de façon pragmatique et flexible, des instances existantes, telles que l'OCDE, le G-24, le G-7, les organisations du système des Nations Unies, la Commission, et les ONG.

Le rôle très constructif, tout au long de la conférence, des pays d'Europe centrale et de l'est mérite une mention particulière. Leurs propositions concrètes d'assistance en faveur des Républiques, l'offre de mettre à disposition leur connaissance du terrain de l'ancienne URSS ainsi que le "know-how" accumulé en tant qu'ancien partenaire et allié, ont été accueillies positivement par les participants. Ces pays ont également proposé que les pays donateurs aient recours, dans la mesure du possible, à des opérations triangulaires dans différents domaines, entre autres, dans celui de l'agriculture et de la construction. Par ce biais, en effet, il est possible d'obtenir un double effet positif.

A ce stade, il s'est surtout agi d'un échange d'informations qui devra être poursuivi et intensifié au cours des prochaines rencontres alors que la coordination devrait se faire sur place dans les Républiques. Différents participants ont exprimé le souhait que chaque pays désigne un responsable chargé de la coordination afin que, d'une part, l'on sache à qui s'adresser et que, d'autre part, il n'y ait qu'un seul interlocuteur par pays.

La délégation suisse a participé de façon active aussi bien aux travaux de la plénière qu'à ceux des groupes de travail. Après avoir salué l'initiative américaine de convoquer cette conférence, le chef de la délégation a indiqué que, pour la Suisse, l'une des premières questions qui se posent est celle de déterminer les priorités effectives de la CEI. Compte tenu de l'ampleur de cette tâche et des coûts qu'elle implique, la Suisse soutient l'idée de confier à l'OCDE le rôle de "clearing-house" de l'information (intervention du chef de la délégation annexée). La Suisse a, par ailleurs, présenté l'offre concrète de mettre à disposition 10 experts en logistique, parlant le russe et pouvant être opérationnels dans les trois semaines. Elle a

- 3 -

également proposé la convocation d'une conférence, réunissant des membres du groupe de travail "assistance médicale" et l'association faitière internationale de l'industrie pharmaceutique afin d'explorer les moyens de favoriser la rénovation de l'industrie pharmaceutique dans la CEI; cette proposition a été acceptée et la conférence se tiendra dans le cadre de l'OMS à Genève. Enfin, la délégation suisse s'est prononcée en faveur de la réalisation d'opérations triangulaires, d'autant que notre pays a été l'un des premiers à les pratiquer.

Ci-après, l'on trouvera le résumé des discussions au sein des groupes de travail ainsi que la déclaration suisse en plénière, les programmes d'action sectoriels (fact-sheets) et le plan d'action américain (7 annexes).

- 1 -

## GROUPE SUR L'ENERGIE

### 1) Appréciation de la situation

- L'ancienne URSS est le plus important producteur de pétrole et de gaz. Les réserves sont considérables.
- Les exportations de pétrole, de gaz et d'électricité représentent une somme importante de revenus en devises. En plus, les pays d'Europe centrale et orientale dépendent directement de ces exportations.
- Chute de la production de pétrole, gaz et électricité due à un manque d'organisation, d'entretien, d'investissement. La chute est aussi liée au problème de tarifs qui ne reflètent pas le prix réel de l'énergie. La distribution souffre des mêmes maux.
- Malgré ces chutes, les exportations, par exemple vers l'Autriche (gaz), continuent sans interruption. Ceci prouve que les républiques productrices préfèrent la continuité des exportations à l'approvisionnement du reste de la CIE.
- Les problèmes au niveau interne se posent surtout pour:
  - . les républiques non productrices d'énergie (y compris les Baltes)
  - . dans les autres républiques, les problèmes sont régionaux.

### 2) Réponses proposées

- Une première liste de projets prioritaires a été discutée (mise à disposition de carburant pour les transports d'aide alimentaire, travaux d'entretien des routes, etc.).
- Les résultats de la conférence seront discutés à Minsk avec la CEI la semaine prochaine. Sur cette base, une mission d'identification sera mise sur pied, dont le cahier des charges sera fixé début février au sein de l'Agence internationale de l'énergie.
- La Suisse a marqué son intérêt à y participer pleinement, surtout par le biais de son industrie qui dispose d'un know how intéressant.
- Le financement des actions se fera dans la mesure du possible sur la base de crédits commerciaux.

### 3) Message

- La participation active de nos milieux économiques est recherchée.
- Nous pourrions être appelés à fournir des garanties de crédit (à l'instar de ce que nous faisons en Pologne) pour faciliter la mobilisation de réserves du secteur privé.

### GROUPE SUR L'ASSISTANCE MEDICALE

Le groupe de travail "assistance médicale" a discuté des besoins à court-terme des pays de la CEI dans le domaine médical et a jugé que la première priorité était de remédier au manque dramatique de médicaments et de vaccins.

L'OMS a été invitée à appuyer les actions internationales en qualité de "plaque tournante". Les participants ont adopté un plan d'action en quatre points dans lequel le secteur privé est largement impliqué. Le représentant suisse a proposé d'inviter l'industrie pharmaceutique à convoquer de son côté une conférence internationale, en collaboration avec l'OMS, dans l'idée d'explorer avec les pays de la CIE les moyens d'appuyer la rénovation de leur industrie pharmaceutique.

Le groupe de travail devrait se retrouver à Genève dans les six prochaines semaines.

### GROUPE SUR L'AIDE ALIMENTAIRE

Un "plan d'action" concerté a été adopté qui prévoit la livraison et la distribution d'une aide alimentaire d'un montant de 500 mio \$ dans les trois prochains mois. Elle est destinée aux groupes sociaux précaires dans les grandes villes, centres industriels et régions spécialement défavorisées de la CIE. De plus, des crédits pour quelque 5 mrd \$ seront ouverts pour l'achat de produits alimentaires de manière à garantir l'approvisionnement de base.

Il s'agit avant tout de produits alimentaires essentiels provenant soit des surplus des pays donateurs, soit d'achats dans les pays voisins d'Europe orientale. De telles actions "triangulaires" sont particulièrement intéressantes en ce sens qu'elles offrent un appui aux pays d'Europe centrale et orientale affectés par l'évolution dans la CIE.

Outre de nouvelles rencontres des donateurs ailleurs que dans la CIE, la coordination sur place à Moscou et dans les républiques jouera un rôle décisif. La Suisse peut mettre à disposition des spécialistes logistiques pour appuyer la coordination, conduite et supervision des livraisons d'aide, cela de concert avec la task force de la CE et sur la base des données réunies par le G-24 et l'OCDE.

A l'aide d'urgence s'ajoutent des mesures à moyen-terme de coopération technique pour améliorer la productivité, la mise en valeur, la commercialisation et le stockage dans le secteur agricole et prévenir un retour de la situation actuelle l'hiver prochain.

### GROUPE SUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE

Le but de l'assistance technique en faveur de la CEI poursuit deux objectifs: améliorer à court-terme l'efficacité et l'efficience de l'aide d'urgence dans les quatre secteurs concernés et établir à moyen-terme les structures nécessaires pour éviter que les situations d'urgence d'aujourd'hui se répètent.

- 3 -

Il s'est avéré que les besoins de la CEI ne pourront être seulement couverts par des moyens publics, mais qu'il fallait mobiliser le secteur privé encore plus que jusqu'ici.

Le groupe de travail a défini dix secteurs prioritaires: création d'un système politique démocratique, économie de marché, privatisation (promotion des PME), gestion publique et privée, secteur financier, conversion de l'industrie militaire, distribution des produits alimentaires, énergie (sécurité nucléaire incluse), promotion des investissements privés, sécurité sociale.

Pour donner immédiatement une preuve concrète de la solidarité internationale, l'on prévoit de réaliser le plus vite possible des projets pilotes qui pourraient être repris dans différentes républiques.

La coordination des actions devrait bénéficier l'amélioration de l'échange d'informations entre pays donateurs et pays bénéficiaires. A cette fin, l'OCDE et la CE mettront à disposition de tous les pays intéressés leurs structures de travail.

Les trois co-présidents du groupe de travail (E.U., CE, Japon) informeront la CEI des résultats de cette conférence le 31 janvier 1992. Ils inclueront les réactions des républiques dans un plan d'action qui sera soumis aux participants du groupe de travail ultérieurement. Ce plan d'action sera discuté et concrétisé lors de la prochaine séance du groupe de travail qui devrait avoir lieu au plus tard dans deux mois. La Turquie s'est déclarée prête à organiser cette réunion.

### GRUPE SUR LE LOGEMENT

#### 1) Etat de la situation

La CEI souffre d'une pénurie structurelle de logements. Si l'industrie du bâtiment de l'ancienne URSS construisait encore plus de deux millions de logements en 1989, ils n'étaient plus que 1.2 million en 1991 et ne devraient atteindre que la moitié cette année. S'y ajoutent les besoins nés du retour de l'Armée rouge (300'000 officiers et leurs familles rien que d'Europe centrale et orientale). Enfin l'on compte officiellement 670'000 réfugiés qui souhaitent retourner dans leurs républiques d'origine, un chiffre qui devrait être en fait bien plus élevé. Un million et demi de logements sont donc nécessaires à court-terme. En tout, l'on parle d'un déficit de deux milliards de mètres carrés. Il est évident que cette pénurie aigue de logements risque d'augmenter les tensions et le mécontentement, notamment dans l'Armée.

#### 2) Plan d'action

Dans ces conditions, le groupe de travail a décidé de se concentrer sur le problème du manque de logements pour les militaires de retour et les réfugiés de l'intérieur. En s'inspirant de l'expérience de la RFA (logements pour les officiers de l'ancienne RDA pour une valeur de 7.8 mrd DM), le groupe a arrêté un plan d'action avec les objectifs suivants:

- 4 -

- établissement de priorités opérationnelles en collaboration avec les républiques qui connaissent les besoins les plus pressants;
- établissement d'un programme de coopération technique visant à mobiliser les capacités de construction existant dans la CEI et améliorer la qualité de la production, en mettant l'accent sur les logements modestes;
- établissement d'un plan d'assistance pour l'aide d'urgence (liste du matériel existant, examen des problèmes logistiques, points de contacts dans la république);
- conseils pour la privatisation du secteur du bâtiment et de la propriété foncière (questions légales, financement);

### 3) Suivi

Après la rencontre de Minsk de fin janvier avec des représentants des douze républiques aura lieu vraisemblablement vers la mi-février à Bonn une rencontre du groupe de travail. Elle visera à désigner concrètement quels pays et quelles organisations internationales pourront appuyer le plan d'action et de quelle manière. L'on décidera également à Bonn comment procéder à l'étude des besoins, c'est-à-dire l'opportunité de nommer un représentant local dans les différentes républiques qui sert de point de contact. Le groupe de travail se divisera en trois groupes en fonction du plan d'action décrit plus haut.

Washington, 23. Januar 1992

Intervention von Botschafter Jenö Staehelin, Leiter der Schweizerischen Delegation an die Coordinating Conference on Assistance to the New Independent States

Herr Vorsitzender,

Ich danke Ihnen für die Möglichkeit, die Sie geschaffen haben, in diesem Rahmen ein Thema von fundamentaler Bedeutung für die Zukunft Europas zu diskutieren. Die Prioritäten der Schweizerischen Eidgenossenschaft gelten der Unterstützung der Staaten Zentral- und Osteuropa sowie der baltischen Staaten, für welche unsere Regierung bereits über Sfr. 1 Mio. bewilligt hat.

Dies bedeutet aber nicht, dass wir uns nicht unserer Verantwortung bewusst wären, für Nothilfemassnahmen an die Gemeinschaft unabhängiger Staaten (GuS) und für technische Unterstützung. Diese werden allerdings zusätzliche Mittel benötigen, deren Notwendigkeit, so muss ich feststellen, die bisherige Diskussion klar bewiesen hat.

Die Schweiz begrüsst die pragmatische Ausrichtung dieser Konferenz. Die Problematik ist zu vielschichtig, als dass sie mit vorgefassten theoretischen Konzepten angegangen werden kann. Pragmatismus alleine wird aber nicht genügen, wenn nicht auch effiziente Strukturen zur Umsetzung der Hilfe zur Verfügung stehen.

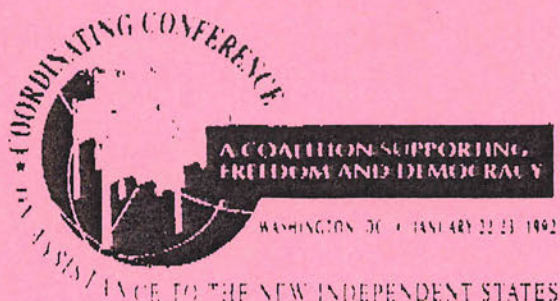
Die Suche nach den effektiven Prioritäten der GuS gehört zu den ersten Fragen, die sich für unser Land stellen. Fragen wie "wer braucht was und wo?" sowie "wer ist unser Partner vor Ort?" gilt es zu beantworten. Die Suche nach Antworten darauf ist mit Aufwand und Kosten verbunden, die, so meinen wir, möglichst tief zu halten sind.



Wir unterstützen deshalb die Idee, ein "Clearing House" der Information im Rahmen der OECD zu errichten. Damit schaffen wir nicht neue Strukturen, nutzen aber bestehendes Potential besser aus.

Dem Austausch von Informationen kommt in unseren Tätigkeiten zugunsten der GUS grosse Bedeutung zu. Deshalb ist es wichtig, die Kriterien unserer Programme, am besten vor Ort, möglichst umgehend voranzutreiben. Dies kann z.B. über die angestrebten "Business Communication Centres" der EG-Kommission oder aber über das UNDP geschehen. Sicher müssen auch die Republiken in verantwortlicher Weise einbezogen werden. Die Schweiz wird im Rahmen ihrer Möglichkeiten die von Ihnen ergriffene Initiative unterstützen aus Solidarität, aber auch weil unsere zukünftige Sicherheit davon abhängt.

Vielen Dank.



January 23, 1992

ENERGY ASSISTANCE  
FACT SHEET

THE PROBLEM

- Oil, coal and electricity production have significantly decreased in the new independent states due to lack of internal investment, dislocations in the equipment supply system and general economic decline, including strikes in energy-producing sectors. The lack of a satisfactory legal regime has hindered foreign investment.
- Decreased production and disruptions in the distribution system have caused severe energy shortages in several regions of the new independent states.
- Adequate supplies of energy are crucial to sustaining the democratic and market economic reform movements in the new independent states.

ACTIVITIES

The framework for the successful implementation of these actions must include: (1) full cooperation with authorities of the new independent states, both in identifying and meeting urgent needs; (2) involvement of the commercial sector to the fullest extent possible; and (3) compatibility with the fundamental restructuring of the energy sector in a market-oriented direction in line with the commitments under the European Energy Charter as agreed in December 1991 by 45 signatories.

The Energy Working Group is planning the following actions which will have short and medium term results:

1. Starting immediate consultations with the new independent states to agree on priorities. Experts from industry will participate. Full use will be made of experiences in the former socialist countries of Central and Eastern Europe.
2. Assuring adequate and prompt fuel supplies for the transport of food and medical assistance from ports of entry to points of consumption. NATO could contribute to this effort.

-2-

3. Supporting the efforts of coal miners in the Donetsk, Ukraine and Kuznetsk, Russia basins to improve productivity, ensure supplies for power generation, increase health and safety conditions, and raise the quality of life.
4. Seeking to increase the energy efficiency of heating districts in large cities of the new independent states, with a particular emphasis on assuring improvements in home heating and critical industries, such as food processing.
5. Working with the new independent states to anticipate and respond to fuel and electricity needs for agriculture and food processing for 1992 spring planting and fall harvest. In addition, developing a regional approach to meet fuel problems in the fishing and fish processing industries in the Far East.
6. Beginning a dialogue with the energy-producing new independent states to encourage adequate supply to areas with significant shortfalls in fuels, such as Armenia and Kyrgyzstan.
7. Promoting private industry efforts, with the assistance of international financial institutions, to overhaul pipelines and gas compressor stations in Russia, Ukraine and Belarus with the objective of cutting transmission losses. Immediately obtaining technical expertise in the management, maintenance and operation of pipelines under market conditions.
8. Working with private industry to provide spare parts and essential equipment, management skills and resources to rapidly restart production in existing petroleum fields. Encouraging the new independent states to open fields for the private sector. Also providing assistance to improve energy efficiency of existing refineries.

#### NEXT STEPS

- Working Group co-chairs will collect, assess and distribute information on existing bilateral programs.
- Immediately following the consultative mission, the Working Group will meet to evaluate results and finalize plan of action, including implementation mechanisms.
- A briefing of the new independent states on the conference results will be undertaken by the co-chairs in cooperation with the contact group in Minsk next week.

January 23, 1992



ALCOAITION SUPPORTING  
FREEDOM AND DEMOCRACY

44-50705 DU 1 JAN 30 1992

FOR THE NEW INDEPENDENT STATES

MEDICAL ASSISTANCE  
FACT SHEET

NATURE OF THE PROBLEM

- Medical needs represent a serious short and medium term problem for the new independent states. This results from:
  - high disease and death rates, particularly infectious diseases (deaths from influenza and pneumonia are up to ten times higher than in the Western world);
  - shortages of critical medicines (including vaccines) and medical supplies, and
  - a pharmaceutical industry unable to meet standards and produce needed quantities.

PLAN OF ACTION

- We propose a four-point program to meet this challenge:
  - Coordinated provision of medicines and basic medical supplies.
    - o The focus of this effort will be on immediate delivery of antibiotics, vaccines and medical supplies to meet acute humanitarian needs.
      - Those countries who have already initiated deliveries will undertake to intensify their efforts.
      - Seek ways in which to utilize triangular trade arrangements.
  - Encourage hospitals and health care institutions to participate in the "Nations in Partnership" program (i.e. linking international hospitals/institutions in one-on-one relationships with hospitals/institutions in the new independent states).
    - o Our goal is to begin to increase such "Partnership Hospitals" throughout the new independent states by the end of 1992.
  - Encourage private sector involvement in order to reestablish indigenous pharmaceutical, medical supplies, and health care services.
    - o Encourage private sector pharmaceuticals and medical supply companies to conduct business missions to the new independent states to identify basic equipment and other manufacturing problems for immediate fixes and business joint ventures.

--2--

-- Coordinated technical assistance programs in health care.

- o At this point, most governmental technical assistance programs should be directed at the regulatory structure for health care, including pharmaceutical quality control, hospital accreditation, approval of pharmaceuticals for public use, health care financing, and systems for monitoring disease control.

#### NEXT STEPS

- Brief new independent states -- part of broader follow-up to conference.
- Follow-up on immediate needs for medicines/supplies, possibly leading to further consultation with the new independent states.
  - This could be accomplished by sending a coordinated mission to the independent states, composed of various countries and international organizations, for development of programs and ongoing assessment of needs.
- Within two months, the Working Group will meet to:
  - Review progress on immediate medical needs and emergency responses;
  - Refine logistics requirements and bottlenecks to be overcome;
  - Share experience on monitoring and agree on a clearing house mechanism;
  - Review progress on the hospital partnerships idea; and
  - Review progress on private sector initiatives.
- Encourage contingency planning on emergency needs.
  - This may be done under U.N. auspices, other disaster relief agencies, and in close consultation with the food and shelter Working Groups.



A COALITION SUPPORTING  
FREEDOM AND DEMOCRACY

WASHINGTON DC • JANUARY 22-23, 1992

January 23, 1992

FOOD ASSISTANCE  
FACT SHEET

ASSISTANCE TO THE NEW INDEPENDENT STATES

NATURE OF THE PROBLEM

- o Food shortages due to shortfalls in agricultural production, distribution failures, and hoarding are causing hardship in the new independent states, especially in large industrial cities and remote areas.

--Vulnerable groups include the elderly, infants and children, the sick, unemployed and refugees.

- o Emergency humanitarian food aid is needed as well as immediate technical assistance programs to help reform the agricultural/food production and distribution systems and improve prospects for next winter.

--Many countries and the EC have committed food aid, both in grants and credits. While much of this has been delivered, assistance in these forms will continue to be necessary.

- o There is an underlying need to help the new independent states to mobilize and organize their own agricultural resources.

PLAN OF ACTION

- o The program of humanitarian food assistance and follow-on programs will focus on three areas:

Deliver, Distribute and Monitor Humanitarian Food Aid

- o Nearly \$500 million of food grants remain available for distribution. In partnership with the new independent states, the aim is:

-- Over the next three months, to reduce hardship among vulnerable groups by providing wheat, dairy products, baby food, cooking oil, meat and other foods, for example to pensioners, schools, orphanages, and hospitals.

-- To develop techniques to make food grants available for sale in ways which reinforce market structures and generate funds for social purposes.

-2-

- So as to ensure efficient delivery, to monitor aid distribution to the point of sale or use. Countries neighboring the new independent states encourage the maximum use of their transport and storage facilities.

#### Assistance through Credit Facilities

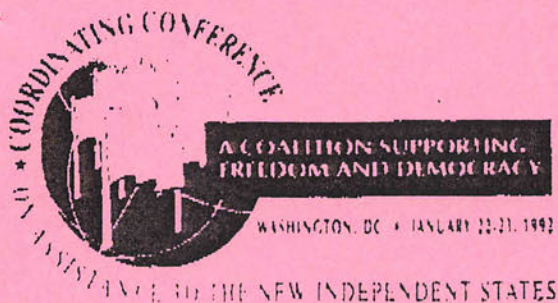
- o About \$5 billion in food credits remain available to be drawn. The aim is:
  - To continue to use credits and credit guarantees to improve overall food and feed supply situation in the new independent states.
  - To promote, where feasible, triangular trade transactions between the new independent states and traditional trading partners, particularly those in the process of economic transition.

#### Technical Assistance in the Food Sector

- Technical assistance is needed to promote the reforms which will make emergency assistance unnecessary in the future.
- The priorities are:
  - encouraging competition and improving productivity throughout the food sector;
  - improving processing, transport, distribution and the operation of food markets; and
  - promoting better farming practices and more efficient storage.
- An increasing number of countries, together with the EC and international institutions, are engaged in technical assistance programs in the food sector, covering policy design, pilot projects, model farms, farmer-to-farmer initiatives, extension services, and establishing markets in major cities.

#### NEXT STEPS

- o From now on, the Working Group will:
  - establish contacts with the new states,
  - ensure implementation of the Plan of Action,
  - build up links with the international institutions involved in assisting the new states, and
  - contribute to the preparation of the Lisbon Conference.



January 23, 1992

TECHNICAL ASSISTANCE  
FACT SHEET

THE PROBLEM

- Technical assistance will be required in the short-term to raise efficiency of the new independent states and avert severe shortages of food, medicine, shelter, and energy.
  - Technical assistance is unique in that it is designed to help people learn to help themselves.
- The primary purpose of technical assistance, however, is to support and encourage sustained, comprehensive political and economic reform.
  - In the absence of technical assistance, often the new independent states lack the necessary institutions and training to sustain and, in some cases, begin reform.
- Effective provision of technical assistance will require identification of assistance priorities, sharing of information among donors, and active on-the-spot coordination without creating new bureaucratic structures.
  - Active exchange of information can enable donors to focus on their respective areas of comparative advantage as assistance providers.

PLAN OF ACTION

- Technical assistance will be designed to support and encourage the process of political and economic reform taking into account how the independent states approach the reform process.
- Technical assistance priorities were identified and elaborated in the action plan. These include:
  - Support for creation and development of a democratic political system and institution building;



-2-

- Support for development of a free market economy, through privatization and development of small and medium enterprises, financial sectors, commodity exchanges, communication, institution building in public and private management; and social safety nets;
  - Support for conversion of human and industrial resources in the military industrial complex to civilian purposes;
  - Improvements in the food production and distribution, and transportation;
  - Promotion of energy efficiency, nuclear safety, and environmental improvement; and,
  - Improvement of conditions for expanded trade and investment and increased market access through integration of the new independent states into the international trading system.
- Some donor states, individually or jointly, and in consultation with the new independent states, may wish to identify demonstration projects which can serve as examples of successful and replicable transformation.
    - In order to take full advantage of the experience of Central and Eastern Europe, we envision triangular operations in the provision of technical assistance.
  - The Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) can play an important role as the information clearinghouse on technical assistance, working with the EC and international organizations such as the United Nations. Such a clearinghouse for information can mitigate duplication of effort.
  - For purposes of compiling requests for assistance in-country, some donors may choose to set up information networks. For example, the EC is establishing business communications centers to serve this purpose, and others may wish to take advantage of this or other comparable systems.
    - Every advantage should be taken to share the results of assessments already made in the new independent states; where new assessments are required, donors may consider undertaking joint missions, without prejudicing separate bilateral efforts.
  - Technical assistance should be used to build an indigenous capability to effectively manage incoming assistance.
    - The new independent states are encouraged to appoint coordinators to work with governmental and non-governmental donors, international financial institutions, and multilateral organizations.
-

-3-

## NEXT STEPS

- The co-chairs, as members of a contact group, will discuss the results of the Conference with the new independent states and obtain their reaction.
- In the context of the preparations for the Lisbon Conference, the Working Group agreed on the need for a follow-on meeting, in a month or two, to exchange information on planning, implementation, and monitoring of technical assistance programs.
  - Through such early, expert-level coordination, donor states can learn from each other and plan their assistance efforts more effectively.
  - In advance of such a meeting, participants would provide information which has become available with regard to their evolving technical assistance programs.

January 23, 1992



## SHELTER ASSISTANCE FACT SHEET

### Nature of the Problem

- The Independent States are facing, and will continue to face, long-standing problems in housing. These problems include an enormous shortage of housing and significant inadequacies in existing housing.
- The industry in 1991 built roughly 1.2 million units; in 1992 it may slump to half that.
- These problems can be corrected at their root only through a fundamental transformation of the economies of the Independent States. In addition to these, new housing problems were created by the rapid transformation during the last months, especially concerning military officers and their families.
- These problems will only be corrected in the longer-term. However, in order to ensure the stability necessary for continuing political and economic reform, work should begin now to:
  - Alleviate the most critical and potentially destabilizing shortage of housing;
  - Coordinate planning for immediate emergencies; and,
  - Initiate, through technical and other assistance, the longer-term process of structural reform of the housing sector.

### Plan of Action

In an effort to achieve these outcomes, the Shelter Working Group agrees on the following plan of action:

- To consult immediately with the Independent States to define the most urgent housing needs on which to concentrate common financial and technical resources to support stability and reform.
- To take into positive consideration the appointment at an early stage of international resident advisors.
- To involve multilateral donors to provide financial assistance, especially for short-term needs.

- 2 -

- To encourage nations or local authorities to take responsibility to provide assistance to particular cities with the Repu . . .
- To develop a program of technical assistance to enhance productivity of the housing sector.
- To assist in developing contingency plans for possible external immediate emergency assistance.

#### Next Steps

• Building on the experience obtained at the Washington Conference, the Group will organize itself to implement the program of action under the following headings:

- Operational Priorities
- Technical assistance programs, including the reform of the housing sector
- Contingency Planning for refugee emergencies

• The group will meet as soon as possible to take forward the work initiated by the Conference and in preparation for the Lisbon Conference.

23/01/92

20:37

AMBASSADE SUISSE WASHINGTON

NO. 430

P022/022

## U.S. DEPARTMENT OF STATE

Office of the Assistant Secretary/Spokesman

For Immediate Release

January 23, 1992

FACT SHEET: OPERATION PROVIDE HOPE

- At the Coordinating Conference on Assistance to New Independent States, the United States announces today Operation Provide Hope -- a major, short-term airlift of emergency humanitarian assistance to the former Soviet Union.
  - The objective of Operation Provide Hope is to accelerate rapidly the disbursement of critical food and medical supplies.
- The United States Air Force will fly 54 sorties of medical and food shipments to cities in Russia and the other new independent states.
  - The sorties will consist of C-5A, C-141, and possibly C-130 transport aircraft -- the largest and most advanced transport aircraft operating in the United States Air Force.
  - The aircraft will carry Department of Defense excess food and medical stocks, critically needed by the peoples of the former Soviet Union.
- Operation Provide Hope will begin February 10 and continue for one to two weeks thereafter.
- Operation Provide Hope aims to airlift food and medical supplies to each of the 12 new independent states, provided they can be delivered safely.
  - It is the responsibility of the civil governments of the new independent states to ensure safe conditions for emergency humanitarian relief shipments and efforts.
- Ambassador Richard Armitage will serve as the US Operational Coordinator to ensure shipments are adequately managed, distributed, and monitored.
- The United States calls on other participants in the Conference and members of the international community to join in this effort to help meet critical medical and food needs.
  - The United States calls on others either to contribute their own planes to this effort or to help fill American planes with food and medicine shipments.
  - We will be working with others to coordinate this effort.

p-B 75-82

Original: - sin

Kopie an: - brf jac si sru grn kt caf sfr kjp ho orc gru  
fmd wok la ltj deh hr mg cm kj can dy ay

EMBASSY OF SWITZERLAND  
SCHWEIZERISCHE BOTSCHAFT  
AMBASSADE DE SUISSE

WASHINGTON D.C. 20008,  
2900 Cathedral Avenue N.W.  
Telephone (202) 745-7900  
Telefax (202) 387-2564  
Telex 440055 AMWN UI  
Telex 64180<sup>c</sup> AMSWIS

TELEFAX POUR LE DFAE

Page de couverture

Lieu	Date et heure	Priorité		
		normal	urgent	flash
Washington	Le 23 janvier 1992, 19.30	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Nombre de page, y compris page de couverture : ..... 22

Classification :  ouvert  chiffré  
XXX

Réf. : 513.1(URSS) - PL/EY/AG

No : 31

Destinataire(s) et texte :

- DFAE: - Secrétariat du Chef du département
- Secrétaire d'Etat Jacobi
- Division politique I (également pour Wochentelex)
- Service de la coordination Pays de l'Est
- DDA
- Secrétariat politique
- Service économique et financier
- Direction des organisations internationales

- OFAEE: - Secrétariat du Chef du département
  - Secrétaire d'Etat Blankart
  - Ambassadeur Arioli
  - Messieurs Mazenauer et Escher
- } (784k)

Avec prière au service du courrier de remettre ce texte avant 9.00 heures aux deux Chefs de département, à l'Ambassadeur Arioli et à M. Woker.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE

p.o.

  
(Oscar Knapp)